



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 juin 2021

1

Rapport financier semestriel

1	Profil de Lydec	2
2	Faits marquants S1 2021	4
3	Synthèse de l'évolution des résultats	5
4	Analyse de la marge de distribution	6
5	Excédent Brut d'Exploitation	10
6	Autres produits et charges	11
7	Besoin en Fonds de Roulement	11
8	Flux de trésorerie	12
9	Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2021	13
10	Investissements	14
11	Actif circulant	15
12	Situation de la trésorerie nette	17
13	Financement LT	17
14	Passif circulant	18
15	Informations sur le capital de la société	21

1. Profil de Lydec

Mission

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales et l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée d'une durée de 30 ans signé en 1997 entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance le 31 juillet 2027.

Valeurs

- Orientation Client
- Innovation
- Intégrité

Données clés S1 2021

Actionnariat stable réparti entre SUEZ, RMA, Fipar-Holding et une part de flottant depuis son introduction à la Bourse de Casablanca en 2005

Capital social

800 MDhs

Chiffre d'affaires

3 456 MDhs

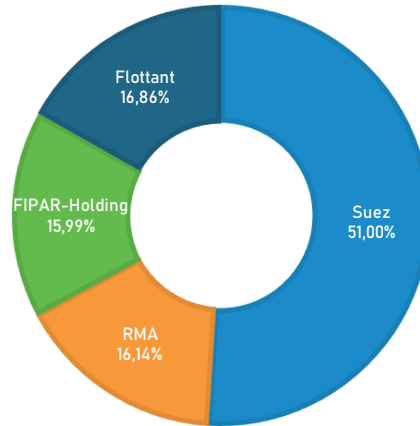
Résultat net

8 MDhs

3 168

Collaborateurs

Répartition du capital au 28 juin 2021



SUEZ

Opérateur mondial dédié aux métiers de l'eau et de la propreté, présent sur cinq continents

RMA

Opérateur majeur du secteur de l'assurance, filiale du groupe Finance Com.

FIPAR-Holding

Société d'investissement du groupe Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

Près de

19,08* milliards

de dirhams investis depuis 1997 au service du développement du Grand Casablanca et de la qualité du service aux clients

Plus de

1,41 million

de clients en eau

Plus de

1,11 million

de clients en électricité

Accessibilité des services
 Interventions rapides
 « dépannage »

24h/24 • 7j/7

Système de Management de la Qualité

Certifié selon les référentiels

NM ISO 9.001 • NM ISO 14.001
 NM ISO 45001 • NM ISO 27.001
 NM ISO 50001 • NM ISO 37001
 NM ISO 29993

Double accréditation

NM ISO 17.025

Centre Technique de Métrologie et Laboratoire Labelma

Reconnue

TOP PERFORMER RSE

en 2012, 2014, 2015, 2017, 2018 et 2019 par Vigeo Eiris et intégration en 2017 du palmarès Best Emerging Market Performers

de **Vigeo Eiris**

* Investissements de la Gestion Déléguée exprimés en TTC, y compris charges indirectes et peines & soins

Lydec est une société anonyme à Conseil d'Administration et soumise aux dispositions des lois relatives aux sociétés anonymes et aux sociétés faisant appel public à l'épargne.

Objet social

Lydec a pour objet social la réalisation du contrat de gestion déléguée, portant sur une délégation pendant trente ans des services de distribution d'eau potable, d'assainissement, de distribution d'électricité et de l'éclairage public. L'Autorité Délégante confie en gestion déléguée ces services au Délégataire, qui accepte de les assurer dans les conditions stipulées par le contrat de gestion déléguée.

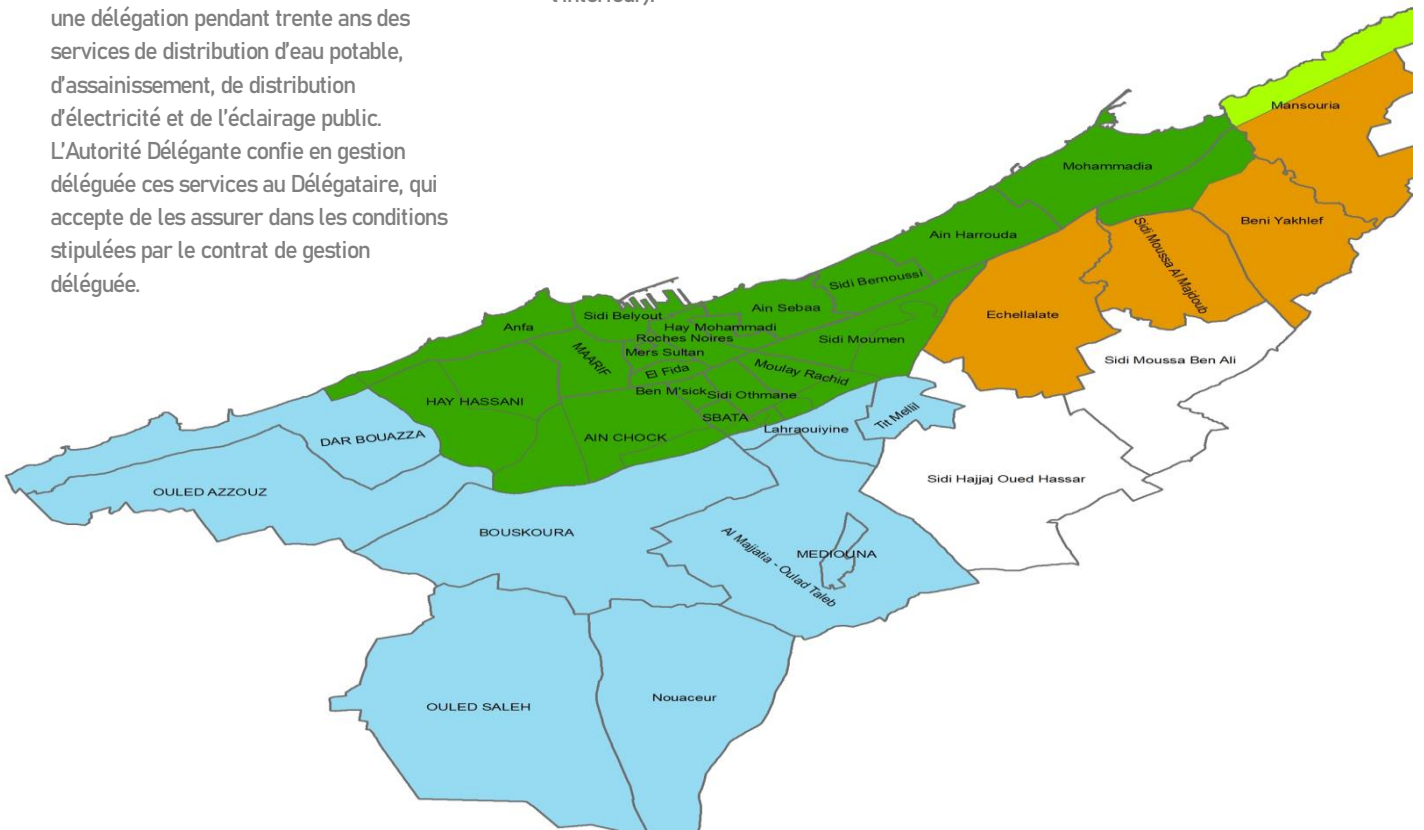
Périmètre de la Gestion Déléguée

Les parties signataires au contrat sont :

- ▶ L'Autorité Délégante, composée des trois Communes de Casablanca, Mohammedia et Ain Harrouda ;
- ▶ Le Délégataire (Lydec) ;
- ▶ L'Autorité de Tutelle (le Ministère de l'Intérieur).

Lydec exerce ses missions sur le périmètre de l'Autorité Délégante et de 13 communes situées en périphérie de Casablanca qui ont également adhéré au contrat de gestion déléguée par délibérations séparées.

Le contrat de gestion déléguée est régi par une gouvernance spécifique.



Légende

- Périmètre desservi par Lydec en eau, assainissement, électricité et éclairage public
- Périmètre desservi par Lydec en eau, assainissement et électricité
- Périmètre desservi par Lydec en eau et assainissement
- Périmètre ONEE sauf Riad Sidi Hejjaj
- Périmètre électricité Lydec

2. Faits marquants au 30 juin 2021

Harmonisation du périmètre :

Des discussions sont en cours entre les Autorités concernées afin de faire aboutir ce projet.

Révision contractuelle du contrat de Lydec :

Poursuite des travaux de révision contractuelle durant le premier semestre 2021 et des audits sur la période 2012-2020. Le ministère de l'Intérieur a encouragé les parties à poursuivre et finaliser rapidement les discussions, et à prendre en compte les prochaines évolutions de gouvernance, et notamment le transfert des compétences eau, assainissement et électricité des communes vers l'ECl « Al Baida », le processus de délibération par les communes du périmètre de la Gestion Déléguée étant en cours.

Révisions tarifaires :

Poursuite des discussions avec les Autorités concernant les révisions économiques 2018 et 2019, notamment dans le cadre de la révision contractuelle. Le dossier n'ayant pas encore abouti, les impacts en termes de chiffre d'affaires supplémentaire n'ont pas été constatés dans les comptes arrêtés au 30 juin 2021.

Provision pour dépréciation des créances clients :

Augmentation de la provision client pour couvrir le risque de défaut de paiement des clients. Ce risque de défaut de paiement a été accentué par les effets de l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie Covid-19 sur les clients patentés, industriels et les particuliers.

3. Synthèse de l'évolution des résultats

En millions de dirhams	RE SI-2020	RE SI-2021	RE SI-2021	RE SI-2020
CA fluides	2 941	3 087	146	5,0%
CA travaux et autres recettes	441	369	- 71	- 16,2%
Chiffre d'affaires	3 382	3 456	75	2,2%
Marge de distribution	933	982	49	5,2%
Autres recettes	137	170	33	23,9%
Marge totale	1 070	1 152	82	7,6%
Charges d'exploitation hors coûts activés, redevances calculées, départs anticipés, impôts	- 617	- 631	- 14	- 2,3%
Indemnités départs anticipés	- 8	- 8	0	- 0,4%
Coûts activés	23	16	- 7	- 29,1%
Redevances calculées	- 73	- 75	- 2	- 2,7%
Impôts et taxes	- 5	- 3	2	- 32,2%
Total charges d'exploitation	- 679	- 700	- 21	- 3,1%
Excédent Brut d'Exploitation	391	452	61	15,6%
	En % du CA	11,6%	13,1%	
Dotations et reprises sur provisions	- 78	- 38	41	51,7%
Dotations aux amortissements	- 322	- 341	19	6,0%
Résultat opérationnel courant	- 9	73	82	869,1%
Résultat non courant	49	- 7	- 56	- 114,0%
Résultat financier	- 32	- 25	7	- 20,9%
Impôts sur les sociétés	- 33	- 33	0	- 0,6%
Résultat Net	- 26	8	33	130,7%
	En % du CA	-0,8%	0,2%	

Le chiffre d'affaires à fin Juin 2021 s'élève à 3456 Mdhs en amélioration de 2.2 % par rapport à 2020 expliqué principalement par la sortie progressive des effets de la COVID 19 sur les ventes fluides.

En millions de dirhams	RE SI-2020	RE SI-2021	RE SI-2021	RE SI-2020
Chiffre d'affaires fluides	2 941	3 087	146	5,0%
Recettes et peines et soins travaux remboursables	158	111	- 46	- 29,5%
Autres produits (dont paratarifaire)	102	126	23	22,9%
Chiffre d'affaires Hors CA Fonds De Travaux	3 201	3 324	123	3,8%
Facturation et peines et soins Fonds De Travaux	180	132	- 48	- 26,7%
Total Chiffre d'affaires	3 382	3 456	75	2,2%

Les ventes de fluides sont en hausse de 5.0 % par rapport à 2020, imputable principalement à la reprise partielle de l'activité des industriels et clients patentés (café, restaurants..).

Les ventes travaux remboursables ainsi que les peines et soins y afférents sont en baisse de 29.5% par rapport à 2020.

La facturation des travaux financés par le Fonds de Travaux ainsi que les peines et soins y afférents baissent de 26.7% par rapport à 2020 en corrélation avec l'avancement des réalisations FDT (Cf. 1.10)

La marge de distribution de 982 Mdhs en hausse de 49 Mdhs (5.2 %) par rapport à 2020 résultant principalement de la sortie progressive des effets de la crise sanitaire.

L'EBE ressort à 452 Mdhs, en amélioration de 61 Mdhs (+15.6%) par rapport à 2020.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 73 Mdhs en amélioration de 82 Mdhs par rapport à 2020 intégrant la dotation sur provision client en baisse de 41 Mdhs et les dotations aux amortissements qui augmentent de 19 Mdhs.

Le résultat non courant s'élève à -7 Mdhs, en baisse de 56 Mdhs par rapport à 2020.

Ainsi, le résultat net s'élève à 8 Mdhs en hausse de 33 Mdhs par rapport à 2020.

4 Analyse de la marge de distribution des fluides et des autres produits

4.1 MARGE DE DISTRIBUTION DES FLUIDES

En millions de dirhams	RE S1-2020	RE S1-2021	RE S1-2021 vs RE S1-2020
Chiffre d'affaires			
Montant	2 941	3 087	5,0%
Chiffre d'affaires hors césure			
Montant	2 925	3 075	5,1%
Achats hors autoconsommation			
Montant	2 008	2 105	4,8%
Marge	933	982	5,2%

Evolution de la marge	48,9
effet volume	42,3
effet prix	10,7
effet prix de vente	0,2
effet prix d'achat	10,5
effet rendement	- 1,3
effet césure	- 2,8
Evolution du Chiffre d'affaires	145,9
effet volume	148,5
effet prix	0,2
effet césure	- 2,8

La marge de distribution de 982 Mdhs est en hausse de 5,2% par rapport à l'exercice 2020.

4.2 ELECTRICITE

En millions de dirhams	RE S1-2020	RE S1-2021	RE S1-2021 vs RE S1-2020
Chiffre d'affaires			
Volume (GWh)	1 736	1 839	5,9%
PMV	1,208	1,207	- 0,1%
Montant	2 098	2 220	5,8%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (GWh)	1 732	1 841	6,3%
PMV	1,208	1,207	- 0,1%
Montant	2 093	2 223	6,2%
Achats hors autoconsommation			
Volume (GWh)	1 864	1 983	6,4%
PMV	0,808	0,804	- 0,6%
Montant	1 507	1 594	5,8%
Rendement			
Volume (en %)	93,0%	93,0%	- 0,1%
Marge	591,2	625,4	0,1

Evolution marge	34,3
effet volume	36,4
effet prix	7,2
effet prix de vente	- 1,7
effet prix d'achat	8,9
effet rendement	- 1,2
effet césure	- 8,2

La marge de distribution électricité est en hausse de 34,3 Mdhs vs 2020.

Les volumes vendus (hors césure) sont en hausse de 6,3% vs 2020. Les volumes d'achats progressent de 6,4% vs 2020.

- ▶ Les ventes des clients MT (hors césure) sont en hausse de 11,9% vs. 2020 due à la reprise partielle de l'activité des industriels.
- ▶ Les ventes aux particuliers (hors césure) sont en hausse de 3,1% vs 2020 en raison de l'augmentation des ventes aux clients résidentiels.

L'effet prix (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) ressort à +7,2 Mdhs vs 2020 résultant des effets compensés de :

- Effet prix de vente -1,7 Mdhs : effet redevances de puissance pour les industriels (-13,2 Mdhs) compensé par d'autres déformations du PMV notamment des clients particuliers (+14,1 Mdhs).
- Effet prix d'achat +8,9 Mdhs :
 - Régularisation de puissance souscrite auprès de l'ONEE de l'année 2020 en 2021 : +2,5 Mdhs
 - Effet redevances de puissance : +5,4 Mdhs
 - Déformation du PMA : +1,0 Mdhs

Le rendement à fin juin 2021 s'établit à 92,96% en régression de 0,07pt par rapport à 2020. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 93,06%.

La césure est de -2,8 Mdhs contre +5,4 Mdhs sur la même période de 2020, soit un écart de -8,2 Mdhs.

4.3 EAU

En millions de dirhams	RE S1-2020	RE S1-2021	RE S1-2021 vs RE S1-2020
Chiffre d'affaires			
Volume (en Mm ³)	80	82	2,7%
PMV	8,185	8,167	- 0,2%
Montant	657	673	2,5%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (en Mm ³)	79	81	2,2%
PMV	8,184	8,164	- 0,2%
Montant	649	662	1,9%
Achats hors autoconsommation			
Volume (en Mm ³)	104	106	2,2%
PMV	4,835	4,820	- 0,3%
Montant	501	510	1,9%
Rendement			
Volume (en %)	76,6%	76,6%	- 0,0%
Marge	156	163	4,5%

Evolution marge	7,0
effet volume	2,8
effet prix	0,0
effet prix de vente	- 1,6
effet prix d'achat	1,6
effet rendement	- 0,1
effet césure	4,2

La marge de distribution eau progresse de 7,0 Mdhs vs. 2020.

Les volumes vendus (hors césure) augmentent de 2,2% vs 2020. Les achats d'eau augmentent de 2,2% vs. 2020 :

- ▶ Les ventes aux particuliers augmentent de 1,4% vs. 2020 résultant d'une croissance moyenne du nombre de clients de 3,8% vs. 2020 et d'une consommation unitaire en baisse de 2,4% vs 2020.
- ▶ Les ventes aux industriels sont en hausse de 7,3% vs 2020 due à la reprise partielle de l'activité des industriels.
- ▶ Les ventes aux administrations (hors césure) sont en hausse de 5,8% vs. 2020 en lien avec l'allègement des restrictions et réouverture des écoles et administrations.

L'effet prix (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) est stable par rapport à 2020.

Le rendement eau à fin juin 2021 s'établit à 76,61% stable par rapport à 2020. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 77,29%.

La césure est positive de 11,4 Mdhs contre 7,2 Mdhs sur la même période de 2020, soit un écart de +4,2 Mdhs.

4.4 ASSAINISSEMENT

En millions de dirhams	RE S1-2020	RE S1-2021	RE S1-2021 vs RE S1-2020
Chiffre d'affaires			
Volume (en Mm ³)	78	80	2,3%
PMV	2,393	2,436	1,8%
Montant	186	194	4,1%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (en Mm ³)	77	78	1,8%
PMV	2,392	2,437	1,9%
Montant	183	190	3,7%
Marge	186	194	4,1%

Evolution marge

	7,7
effet volume	3,0
effet prix	3,5
effet prix de vente	3,5
effet prix d'achat	
effet rendement	
effet césure	1,2

Le chiffre d'affaires assainissement liquide est en hausse de 7,7 Mdhs vs. 2020.

L'évolution des ventes est corrélée à celle de l'eau, à l'exception des ventes réalisées aux clients industriels non raccordés au réseau d'assainissement.

4.5 MARGE SUR LES AUTRES ACTIVITES

En millions de dirhams	RE SI-2020	RE SI-2021	RE SI-2021 RE SI-2020	
Chiffre d'affaires fluides	2 941	3 087	146	5,0%
Marge de distribution	933	982	49	5,2%
Autres recettes	137	170	33	23,9%
dont Peines et soins Fonds de Travaux	14	8	6	41,7%
dont Marge travaux remboursables	27	41	14	52,5%
dont Location, entretien compteurs	69	69	1	1,1%
dont Autres produits	28	52	24	85,1%
Marge totale	1 070	1 152	82	7,6%

Les peines et soins sur les investissements financés par le Fonds de Travaux sont en baisse de 6 Mdhs par rapport à 2020.

La marge sur travaux remboursables est en hausse de 14 Mdhs par rapport à 2020.

Location et entretien compteurs enregistre une légère hausse de 1 Mdhs par rapport à 2020.

Les autres produits totalisent 52 Mdhs en hausse de 24 Mdhs par rapport à 2020 qui était fortement impacté par la crise sanitaire.

5 Excédent Brut d'Exploitation

En millions de dirhams	RE SI-2020	RE SI-2021	RE SI-2021 RE SI-2020	
Marge totale	1 070	1 152	82	7,6%
Coûts opérationnels (hors indemnités de départ) (1)	- 529,4	- 550	21	3,9%
Charges du personnel (a)	- 360	- 362	1	0,4%
Charges hors masse salariale (c)	- 169	- 188	19	11,4%
Frais généraux (hors indemnités de départ) (2)	- 87	- 81	7	7,7%
Charges du personnel (b)	- 52	- 52	-	-
Autres charges (d)	- 36	- 29	7	18,9%
Charges du personnel (hors indemnités de départ) (a+b)	- 412	- 414	1	0,3%
Total autres charges	- 205	- 217	13	6,2%
Charges d'exploitation hors coûts activé, redevances calculées, départs anticipés & impôts (1+2)	- 617	- 631	14	2,3%
Indemnités de départ	- 8	- 8	0	0,4%
Redevances et frais SPC	- 73	- 75	2	2,7%
Coûts activés	- 22,9	- 16	7	29,1%
Impôts et taxes	- 5	- 3	2	32,2%
Total charges d'exploitation	- 679,2	- 700	21	3,1%
EBE	391	452	61	15,6%

Les charges d'exploitation hors redevances, hors coûts activés, hors indemnités de départ sont hausse de 2,3% rapport à l'année dernière, résultant de la hausse des charges hors masse salariale imputable d'une part à l'évolution des autoconsommations et d'autre part aux dépenses des intempéries.

Les redevances sont en hausse de 2.7% par rapport à 2020.

Les coûts activés en baisse de 7 Mdhs.

L'EBE ressort à 452 Mdhs, en hausse de 61 Mdhs (+15.6%) par rapport à 2020.

6 Autres produits et charges

En millions de dirhams	RE SI-2020	RE SI-2021	RE SI-2021	RE SI-2020
Chiffre d'affaires	3 382	3 456	75	2,2%
Total charges d'exploitation	- 679	- 700	- 21	3,1%
Excédent Brut d'Exploitation	391	452	61	4,7%
Dotations et reprises sur provisions	- 78	- 38	41	51,7%
Dotations aux amortissements	- 322	- 341	19	6,0%
Résultat opérationnel courant	- 9	73	82	869,1%
Résultat non courant	49	7	- 56	- 114,0%
Résultat financier	32	25	7	20,9%
Impôts sur les sociétés	- 33	- 33	0	0,6%
Résultat Net	- 26	8	33	- 130,7%

Le solde des dotations et reprise de provisions totalise -38 Mdhs en baisse de 41 Mdhs par rapport à 2020 résultant de baisse de la dotation aux provisions clients qui était impacté par les effets négatifs de la pandémie.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à -341 Mdhs en augmentation de 19 Mdhs comparées à 2020 soit +6.0%.

Le résultat non courant s'élève à -7 Mdhs.

Le résultat financier est de -25 Mdhs en amélioration de 7 Mdhs par rapport à 2020.

Le résultat net s'élève à 8 Mdhs en amélioration de 33 par rapport à 2020 qui était fortement impacté par la pandémie.

7. Besoin en Fonds de Roulement

En millions de dirhams	Arrêté juin-2020	Arrêté déc-2020	Arrêté juin-2021	Variation	Variation
	(1)	(2)	(3)	(3) - (2)	(3) - (1)
Actif circulant	3 858	4 030	4 230	200	372
Passif circulant	3 577	4 172	4 190	18	613
BFR	281	-142	40	182	-242

Le besoin en fonds de roulement est positif de 40 Mdhs contre 281 Mdhs au 30 juin 2020, soit une amélioration de 242 Mdhs. Il est en retrait de 182 Mdhs par rapport au 31 décembre 2020 résultant principalement de :

- ▶ La hausse des créances clients pour 73 Mdhs (Cf. 11.2).
- ▶ La baisse des dettes fournisseurs pour 411 Mdhs (Cf. 14.1).

8. Flux de Trésorerie

	Arrêté juin-2020	Arrêté juin-2021	Variation
<i>En millions de dirhams</i>	(1)	(2)	(2) - (1)
Capacité d'autofinancement	296	349	53
Variation dépôt de garantie	12	19	7
Variation de BFR (*)	-1 033	-182	850
Investissements	-157	-127	30
Subventions d'Investissement	0	0	-
Free Cash Flow	-882	58	940
Dividendes	0	0	0
Free Cash Flow net des dividendes	-882	58	940
Dette nette d'ouverture (31/12/N-1)	956	1 345	389
Dette nette de clôture	1 838	1 287	-551

La capacité d'autofinancement s'élève à 349 Mdhs en hausse de 53 Mdhs par rapport au premier semestre 2020 due essentiellement à :

- ▶ L'amélioration de la marge de distribution de 49 Mdhs, et
- ▶ L'amélioration des autres recettes paratarifaires de 33 Mdhs.

Le cash-flow libre est positif de 58 Mdhs. Il est en amélioration de 940 Mdhs par rapport à juin 2020 sous l'effet de :

- ▶ la hausse de la CAF pour 53 Mdhs ;
- ▶ l'amélioration de la variation du BFR pour 850 Mdhs ;
- ▶ la baisse des investissements pour 30 Mdhs.

L'endettement net s'établit à 1 287 Mdhs en baisse de 551 Mdhs par rapport au 30 juin 2020.

Le ratio dette nette/ EBE s'établit à 2,85 en juin 2021 vs. 4,70 en juin 2020.

9. Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2021

Actif	En millions de dirhams		Passif	En millions de dirhams	
	déc-20	juin-21		déc-20	juin-21
Domaine concédé net	13 198	13 016	Droits de l'Autorité Délégante	13 198	13 016
Fonds de retraite (valeurs)	164	81	Fonds de retraite (dettes)	164	81
			Financement retraite- principal	2 311	2 004
			Dette de l'Autorité Délégante	-2 311	-2 004
Total Actif - Domaine Délégué	13 362	13 096	Total Passif - Domaine Délégué	13 362	13 096
Actif Immobilisé			Financement Permanent		
Financement Lydec : Brut	9 822	9 944	Capital Social	800	800
Financement Lydec : Amort	-6 132	-6 452	Réserve légale	80	80
Financement Lydec : Net	3 689	3 492	Autres réserves	169	169
			Report à nouveau	760	717
			Résultat de la période	-43	8
			Capitaux propres	1 765	1 773
Actif Immobilisé domaine privé : Brut	1 216	1 221	Subventions d'investissement	6	6
Actif Immobilisé domaine privé : Amort	-1 104	-1 126	Capitaux Propres Assimilés	6	6
Actif Immobilisé domaine privé : Net	112	96	Financement LT et Emprunts	1 500	1 444
Immobilisations Financières	2	2	Dépôts de garantie clients	545	564
Total Actif Immobilisé- Domaine Privé	3 803	3 589	Provisions pour Risques et Charges		
			Financement permanent	3 816	3 787
Actif Circulant hors fonds externes	3 727	3 709	Passif Circulant hors Fond de Travaux	4 159	3 857
Fonds externes	303	521	Fonds de Travaux	13	333
Total actif circulant	4 030	4 230	Total passif circulant	4 172	4 190
Trésorerie - Actif	365	275	Trésorerie - Passif	210	118
Total Actif - Domaine Privé	8 197	8 095	Total Passif - Domaine Privé	8 197	8 095
Total Général ACTIF	21 559	21 191	Total Général PASSIF	21 559	21 191

La structure du bilan de Lydec au 30 juin 2021 est caractérisée par :

- ▶ Des capitaux propres de 1 773 Mdhs en hausse de 8 Mdhs par rapport au 31 décembre 2020 après affectation en report à nouveau du résultat déficitaire de 2020. Cette hausse est expliquée par le résultat bénéficiaire de la période pour 8 Mdhs.
- ▶ Un fonds de roulement positif de +198 Mdhs en augmentation de 185 Mdhs par rapport au 31 décembre 2020 intégrant le remboursement des emprunts pour 56 Mdhs.
- ▶ Un besoin en fonds de roulement positif de 40 Mdhs contre -142 Mdhs en 2020.
- ▶ Un endettement net de 1 287 Mdhs en baisse de 59 Mdhs par rapport au 31 décembre 2020 (1 345 Mdhs).

10. Investissements

Le tableau ci-dessous présente la situation des investissements par type de financement au 30 juin 2021.

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté juin-2021 (2)	Variation (2) - (1)
Déléataire (y compris frais indirects)	158	127	-31
Domaine concédé	154	122	-32
Domaine privé	2	5	3
Charges à répartir	2	0	-2
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	217	158	-59
Tiers	105	78	-27
Total	480	363	-117

Les investissements financés par le déléataire s'élèvent à 127 Mdhs à fin juin 2021 contre 158 Mdhs au premier semestre 2020, soit une baisse de 31 Mdhs.

Par chapitre, ils se répartissent ainsi :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté juin-2021 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	70	14	-56
Répartition & Distribution	23	35	12
Renouvellement	63	70	7
Moyens d'exploitation	2	9	7
Déléataire (y compris frais indirects)	158	127	-31

Les investissements financés par le Fonds de Travaux s'élèvent à 158 Mdhs en baisse de 59 Mdhs par rapport au premier semestre 2020.

Par chapitre, ils se répartissent ainsi :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté juin-2021 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	127	87	-40
Répartition & Distribution	90	71	-19
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	217	158	-59

Les investissements financés par les tiers s'élèvent à 78 Mdhs en baisse de 27 Mdhs rapport à la même période en 2020 (105 Mdhs).

11. Actif circulant

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté déc-2020 (1)	Arrêté juin-2021 (2)	Variation (2) - (1)
Actif Circulant			
Stock	34	38	3
Provision pour dépréciation des stocks	-9	-9	-1
Compte clients	3 289	3 362	73
Provisions créances douteuses	-552	-583	-30
Personnel débiteur	54	48	-6
Etat débiteur	237	235	-2
Débiteur CUC (Retraites)	416	439	23
Débiteurs divers	257	180	-78
Compte trésorerie Fonds De Travaux	281	504	224
Compte trésorerie PIN, CDG, INMAE	22	16	-6
Total actif circulant	4 030	4 230	200

11.1 STOCKS

Les stocks s'élèvent à 38 Mdhs quasi-stables par rapport au 31 décembre 2020.

La provision pour dépréciation des stocks a été mise à jour et n'a pas connu de variation significative au 30 juin 2021.

11.2 COMPTE CLIENTS

La structure des créances clients au 30 juin 2021 s'établit comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté déc-2020 (2)	Arrêté juin-2021 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Collectivités	290	436	542	106	252
Administrations	131	163	160	-4	29
Offices, Régies, ...	81	85	75	-10	-6
Administrations, Collectivités, ORD	501	685	776	92	275
Créance Conso Particuliers	1 142	952	906	-47	-237
Créance Conso Bidonvilles	328	337	362	25	34
Créance Conso Industriels	276	282	260	-22	-17
Créance Diverse et Labelma	48	49	51	2	3
FAE Consommations	316	394	384	-10	68
Créance Conso Particuliers et Industriels	2 111	2 015	1 963	-52	-148
Créances relatives aux consommations fluides	2 612	2 700	2 740	40	128
Créance Travaux Particuliers	1	2	3	1	1
Créance Travaux ADM, CL et ORD (hors Lotissements, yc Tramway)	94	110	102	-7	9
Créance Travaux Industriels	12	12	10	-1	-2
Créance Travaux Lotissements	156	162	203	41	47
FAE Travaux	261	235	237	2	-24
Créance Travaux	524	521	556	35	32
Effets à recevoir	24	69	66	-2	43
Produits accessoires	-	-	-	-	-
Fraudes	-	-	-	-	-
Total Créance Clients Brute	3 159	3 289	3 362	73	202

Au 30 juin 2021, les créances clients brutes s'élèvent à 3 362 Mdhs et enregistrent une hausse de 73 Mdhs par rapport à la situation à fin décembre 2020.

Créances relatives aux consommations de fluides : +40 Mdhs

- ▶ Les créances sur les collectivités en augmentation de 106 Mdhs expliquée par la facturation des consommations au titre du 1^{er} semestre 2021 pour 168 Mdhs et l'encaissement partiel des arriérés de consommations des communes de Casablanca, Mohammedia ainsi que les arrondissements respectivement pour 22 Mdhs, 18 Mdhs et 21 Mdhs.
- ▶ Les créances sur les particuliers en baisse de 47 Mdhs par rapport à fin décembre 2020. Cette baisse est expliquée par le plan d'action lancé par Lydec visant à rattraper le retard d'encaissement des créances clients causé par l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie Covid-19, ainsi les créances des clients particuliers portant sur l'année 2020 et antérieures ont baissé de 323 Mdhs entre décembre 2020 et juin 2021.
- ▶ Les créances sur les industriels en baisse de 22 Mdhs par rapport à fin décembre 2020.
- ▶ Les créances sur les offices et régies en baisse de 10 Mdhs.
- ▶ Les créances sur les administrations en baisse de 4 Mdhs par rapport à l'année 2020.

Créances relatives aux travaux : +35 Mdhs

12. Situation de Trésorerie nette

En millions de dirhams	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté déc-2020 (2)	Arrêté juin 2021 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Trésorerie Lydec					
Placements OPCVM	0	254	123	-131	123
Banques et Valeurs à encaisser	-454	-100	33	133	487
Crédits de Trésorerie	-850	0	0	0	850
Caisses	1	0	1	1	1
Trésorerie nette	-1 303	155	158	3	1 461

Au 30 juin 2021, la **trésorerie nette** est quasi-stable (3 Mdhs) par rapport à décembre 2020. Elle est en amélioration de 1 461 Mdhs par rapport à juin 2020, suite à la levée d'un emprunt obligataire de 500 Mdhs, et d'un emprunt bancaire de 600 Mdhs durant le deuxième semestre 2020. Cette restructuration de la dette financière a permis à Lydec, de sécuriser les liquidités et de faire face aux besoins de trésorerie causé par le retard d'encaissement des créances clients lié à l'état d'urgence sanitaire « pandémie Covid-19 ».

13. Financement LT

En millions de dirhams	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté déc-2020 (2)	Arrêté juin-2021 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Emprunt obligataire	480	900	900	0	420
Emprunt CMT	55	600	544	-56	489
Financement LT et emprunt	535	1 500	1 444	-56	909

Le **financement Long Terme** est en hausse de 909 Mdhs par rapport au premier semestre 2020, il est constitué de trois emprunts :

- ▶ Un emprunt obligataire levé en juillet 2010 pour 1 200 Mdhs remboursable annuellement par amortissements constants de 80 Mdhs sur 15 ans. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2020 est de 400 Mdhs après remboursement de la dixième échéance en juillet 2020.
- ▶ Un emprunt obligataire levé en août 2020 pour 500 Mdhs remboursable annuellement par amortissements constants de 100 Mdhs sur 5 ans.
- ▶ Un emprunt bancaire contracté en juillet 2020 pour 600 Mdhs remboursable sur 5 ans avec paiement semestriel. Le solde de cet emprunt au 30 juin 2021 est de 544 Mdhs après remboursement de la première échéance en février 2021.

14. Passif circulant

Au 30 juin 2021, le passif circulant se décompose comme suit :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté déc-2020 (1)	Arrêté juin-2021 (2)	Variation (2) - (1)
Passif Circulant			
Fournisseurs	2 532	2 121	-411
Personnel	49	63	14
Organisme sociaux	1	21	20
Etat	772	720	-52
Clients créditeurs	246	254	7
Créditeur RAD	13	13	0
Autres créditeurs	474	585	111
Provisions risques et charges	71	80	9
Fonds De Travaux (FDT)	13	333	320
Total passif circulant	4 172	4 190	18

14.1 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2020 (1)	Arrêté déc-2020 (2)	Arrêté juin-2021 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Fournisseurs de fluides	1 208	1 621	1 348	-273	140
<i>ONEE, Branche électricité</i>	774	1 074	929	-144	155
<i>ONEE, Branche eau</i>	337	461	332	-129	-4
<i>SEOER</i>	98	86	87	0	-11
Autres fournisseurs locaux	140	157	133	-24	-7
Fournisseurs étrangers	1	1	1	0	-1
Fournisseurs partenaires	1	1	4	3	3
Autres fournisseurs (FNP, RG...)	699	752	636	-117	-63
Total	2 049	2 532	2 121	-411	72

Le compte fournisseurs a connu une baisse de 411 Mdhs et s'établit à 2 121 Mdhs contre 2 532 Mdhs au 31 décembre 2020. Cette baisse est expliquée principalement par :

- ▶ La baisse de la dette ONEE pour 273 Mdhs ;
- ▶ La baisse de la dette fournisseurs Factures Non Parvenues et des retenues de garanti pour 117 Mdhs.
- ▶ La baisse de la dette des fournisseurs locaux (hors achats de fluides) pour 24 Mdhs ;

Lydec règle ses fournisseurs en moyenne entre 60 et 90 jours ; l'essentiel de ses achats étant encadrés par des marchés et des commandes.

14.4 FONDS DE TRAVAUX

Le solde du compte Fonds de Travaux a augmenté de 320 Mdhs expliqué par des mouvements de recettes à hauteur de 620 Mdhs et des dépenses de 301 Mdhs, expliqués comme suit :

En millions de dirhams	Flux exercice 2019	Flux 1er semestre 2020	Flux exercice 2020	Flux 1er semestre 2021
Dépenses :				
Investissements	622	217	594	158
Travaux tiers transférés	-	-	-	-
Prélèvements Fonds de retraite	205	87	174	87
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-
Redevances d'occupation du Domaine Public et servitudes	3	6	4	2
Créances Ville PI-BI, Ecp P1 CUC, autres	11	5	9	3
Charges liées à l'emprunt obligataire	1	-	1	-
Régularisations des dépenses	1	2	0	0
Financement du projet de réalisation des zones d'activités dédiées aux unités de production à risques	-	-	-	50
Total Dépenses	841	317	783	301
Recettes :				
Participations Facturées	634	277	665	480
Variation des impayés sur participations	66	-32	-21	10
Contributions des bénéficiaires	15	6	12	7
Subventions reçues et à recevoir	73	3	3	116
Autres produits	7	5	8	5
Produits financiers	7	3	5	3
Régularisations des recettes	-	-	-	0
Total Recettes	802	262	672	620
Variation Compte FDT	-40	-55	-110	320
Solde initial FDT	163	123	123	13
Solde final FDT	123	68	13	333

Dépenses du Fonds de travaux :

- ▶ **Les dépenses d'investissement FDT** à fin juin 2021 s'élèvent à 158 Mdhs en baisse de 59 Mdhs par rapport à la même période en 2020 en raison :
 - de l'achèvement des travaux relatifs aux grands projets lancés en 2019 notamment :
 - l'assainissement pluvial au niveau de la RNI ;
 - l'assainissement des eaux pluviales et usées de la zone TAMARIS ;
 - l'assainissement des eaux pluviales au niveau de HAY SADRI.
 - et du lancement en 2021 de nouveaux grands projets qui sont en phase d'adjudication ou démarrage de travaux notamment :
 - réservoir cote 200 ;
 - transfert des eaux usées BOUSKOURA OULED SALAH ;
 - collecteur HA1/système HA des eaux pluviales et usées au niveau de SIDI MOUMEN ;
- ▶ **Le prélèvement Fonds de retraite** s'élève à 87 Mdhs correspondant au remboursement de l'échéance de l'emprunt obligataire contracté pour le financement de la retraite.

Recettes du Fonds de travaux :

- ▶ **Les participations facturées** au premier semestre 2021 s'élèvent à 480 Mdhs en hausse de 203 Mdhs par rapport à la même période en 2020. Ces participations sont réparties entre Lotisseurs (359 Mdhs), Particuliers (107 Mdhs), Industriels (9,9 Mdhs) et Administrations (4,6 Mdhs).
- ▶ **Les participations encaissées** au titre du premier semestre 2021 s'élèvent à 490 Mdhs en hausse de 245 Mdhs par rapport à la même période en 2020.
- ▶ **Les subventions reçues et à recevoir** au titre du premier semestre 2021 s'élèvent à 116 Mdhs en hausse de 113 Mdhs par rapport à la même période en 2020.

15. Informations sur le capital de la société

REPARTITION DU CAPITAL

Arreté suite à l'AGO du 28 JUIN 2021	Nbre d'Actions	%
SUEZ	4 080 000	51,00%
FIPAR-HOLDING	1 279 499	15,99%
RMA	1 291 573	16,14%
Flottant	1 348 928	16,86%
Total	8000000	100%

SUEZ : Opérateur mondial dédié aux métiers de l'eau et des déchets, présent sur les cinq continents.

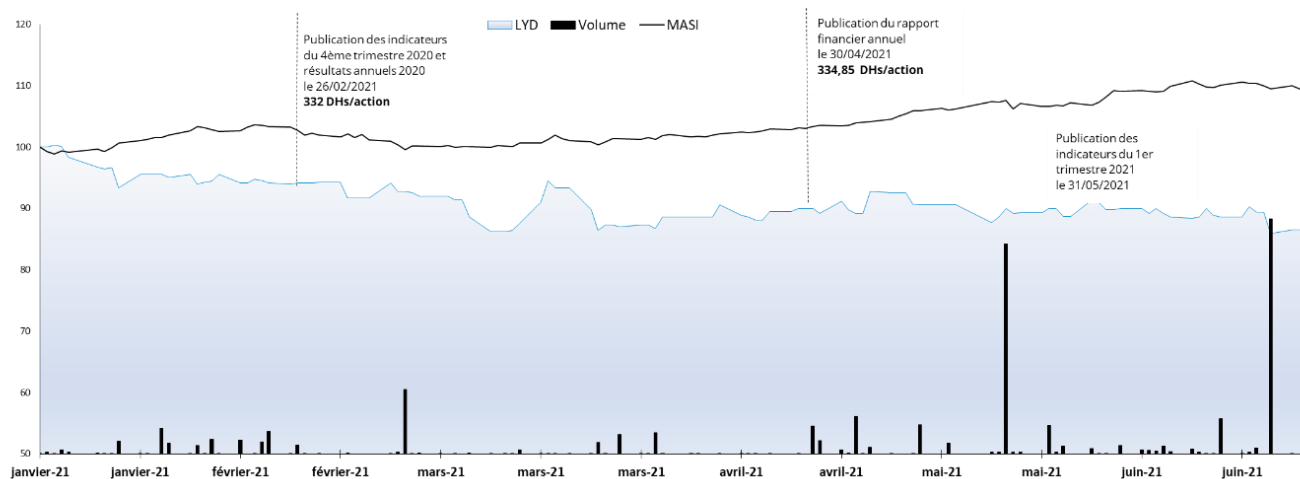
Fipar-Holding : Fonds d'investissement du groupe Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

RMA : Opérateur majeur du secteur de l'assurance, filiale du groupe FinanceCom.

EVOLUTION DU COURS LYDEC VS EVOLUTION DU MASI DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2021 (BASE 100)

Cours au 04/01/2021 :
361 Dhs / action

Cours au 30/06/2021 :
312,4 Dhs / action



Au 30 juin 2021, le cours de l'action Lydec a affiché une baisse de 16,46% par rapport à fin 2020 à un niveau de cours de 312,4 Dhs / action, correspondant à une capitalisation boursière de 2 499,2 M MAD contre 2 991 M MAD à fin 2020.

Le niveau de volumétrie du titre a également connu une augmentation avec un cumul d'échanges durant le 1^{er} semestre de l'année de 57 M MAD, comparé à un total de 36 M MAD observé sur la même période une année auparavant soit une augmentation de 57 %.

Du côté du Moroccan All Shares Index (MASI), celui-ci s'est établi à 12 409,2 points à fin juin 2021, ramenant sa performance depuis le début de l'année à +9,9%. Cette tendance est expliquée par une reprise graduelle de l'économie nationale en lien avec la maîtrise de la situation pandémique.

De janvier à Juin 2021, le marché a drainé un volume (marché central) de 19,45 Mrd MAD contre 21,19 Mrd MAD en même période de l'année 2020, soit un volume moyen quotidien de 157 MDH, contre 166,9 MDH au S1-2020.

2

Comptes sociaux semestriels de Lydec au 30 juin 2021

2.1	Bilan actif	23
2.2	Bilan passif	24
2.3	Comptes de produits et de charges	25
2.4	Etat des soldes de gestion (ESG)	26
2.5	Tableau de financement de l'exercice	27
2.6	Activités de l'entreprise	28
2.7	Principales méthodes d'évaluation	29
2.8	Etat des dérogations	30
2.9	Tableau des provisions	30
2.10	Etat du Fonds De Travaux	30
2.11	Attestation des contrôleurs des comptes	31

2.1 Bilan Actif

Bilan actif - en dirhams	30 juin 2021			31 décembre 2020
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
I - A - Actif immobilisé domaine concédé	30 078 008 300,27	16 981 538 592,82	13 096 469 707,45	13 361 799 766,05
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 498 374 126,26	2 940 214,52	4 234 925,05
Immobilisations financées par fonds de travaux	5 767 658 872,05	2 898 338 888,76	2 869 319 983,29	2 959 842 144,28
Immobilisations financées par LYDEC	9 547 356 061,16	5 992 636 206,57	3 554 719 854,59	3 594 036 908,57
Immobilisations financées par les tiers	2 277 510 334,95	1 525 834 766,03	751 675 568,92	784 884 107,18
Immobilisations recues gratuitement	4 715 328 957,11	2 066 354 605,20	2 648 974 351,91	2 751 358 858,81
Immobilisations en cours				
Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	2 092 694 801,97		2 092 694 801,97	2 010 264 498,56
Immobilisations en cours financées par Lydec	396 330 236,00		396 330 236,00	448 366 420,75
Immobilisations en cours financées par les Tiers	699 178 196,87		699 178 196,87	645 148 740,55
Fonds de retraite	80 636 499,38		80 636 499,38	163 663 162,30
I - B - Actif immobilisé domaine privé	11 166 606 479,21	7 577 432 744,70	3 589 173 734,51	3 803 046 146,83
Immobilisations en non valeur	450 570 894,78	424 292 778,78	26 278 116,00	31 987 583,31
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	450 570 894,78	424 292 778,78	26 278 116,00	31 987 583,31
Prime de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles	10 063 328 583,32	6 557 494 088,27	3 505 834 495,05	3 705 204 402,83
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	119 093 939,55	105 114 642,07	13 979 297,48	15 962 511,19
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégué)	9 943 686 297,16	6 451 831 099,59	3 491 855 197,57	3 689 241 891,64
Immobilisations corporelles	651 094 019,06	595 645 877,65	55 448 141,41	64 147 873,85
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	1 069 666,30	79 499,11	87 449,03
Matériel et outillage	341 345 062,39	317 202 510,75	24 142 551,64	29 859 615,19
Matériel de transport	69 649 818,03	62 636 950,37	7 012 867,66	5 912 023,69
Matériel mobilier de bureau	46 861 014,22	46 076 488,39	784 525,83	1 003 225,04
Matériel informatique	177 690 607,97	154 261 910,80	23 428 697,17	27 285 560,90
Autres immobilisations corporelles	14 398 351,04	14 398 351,04	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 612 982,05	-	1 612 982,05	1 706 286,84
Prêts et créances immobilisées	1 612 982,05		1 612 982,05	1 706 286,84
Titres de participation				
Ecart de conversion				
Diminution des créances financières				
Augmentation des dettes de financement				
Total I - Actif immobilisé DC & DP	41 244 614 779,48	24 558 971 337,52	16 685 643 441,96	17 164 845 912,88
II - Actif circulant (Hors trésorerie)				
Stocks (F)	37 704 093,78	9 142 626,82	28 561 466,96	25 731 575,19
Matière et fournitures consommables	37 704 093,78	9 142 626,82	28 561 466,96	25 731 575,19
Créances de l'Actif Circulant (G)	4 283 719 926,58	603 042 409,54	3 680 677 517,04	3 701 108 338,02
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	7 494 334,56		7 494 334,56	17 956 033,78
Clients et comptes rattachés	3 361 549 541,40	582 962 740,50	2 778 586 800,90	2 736 310 100,03
Personnel débiteur	48 345 744,54		48 345 744,54	54 261 622,47
Etat débiteur	235 256 657,06		235 256 657,06	237 323 304,79
Comptes d'associés débiteurs	-		-	-
Autres débiteurs	561 645 972,98	20 079 669,04	541 566 303,94	538 342 130,27
Comptes de régularisation actif	69 427 676,04		69 427 676,04	116 915 146,68
Titres et Valeurs de Placement (H)	611 312 674,20		611 312 674,20	510 360 140,53
Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	488 000 000,00		488 000 000,00	256 000 000,00
Placements LYDEC	123 312 674,20		123 312 674,20	254 360 140,53
Ecart de Conversion actif circulant (I) (Elément circulants)	-	394,2	-	11 614,36
Total II - Actif circulant (F + G + H + I)	4 932 736 300,39	612 185 036,36	4 320 551 264,03	4 237 211 668,10
III - Trésorerie actif				
Chèques et Valeurs à encaisser	97 112 027,52	4 395 283,18	92 716 744,34	60 433 465,10
Fonds externes	31 754 397,27		31 754 397,27	46 487 910,82
Banques	7 587 663,21		7 587 663,21	49 728 716,89
Caisses	1 403 348,59		1 403 348,59	328 176,08
Total II - Actif circulant (F + G + H + I)	137 857 436,59	4 395 283,18	133 462 153,41	156 978 268,89
Total général actif	46 315 208 516,46	25 175 551 657,06	21 139 656 859,40	21 559 035 849,87

2.2 Bilan Passif

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Bilan passif - en dirhams	Net	Net
1 - Droits de l'Autorité Déléguée (I)	13 096 469 705,78	13 361 799 764,40
Financement Fonds de Travaux	12 361 668 013,75	12 203 253 404,87
Amortissement Financement Fonds de Travaux	- 7 396 713 015,0	- 7 228 911 838,0
Financement Délégué	9 943 686 297,16	9 821 663 154,84
Amortissement Financement Délégué	- 5 992 636 206,6	- 5 777 590 949,2
Financement Tiers	7 692 017 488,93	7 614 227 019,75
Amortissement Financement Tiers	- 3 592 189 371,2	- 3 434 504 189,6
Fonds de retraite	80 636 498,76	163 663 161,70
Emprunts obligataires financement retraite - Principal	2 003 700 644,81	2 310 701 644,81
Dette de l'Autorité Déléguée / CDG	- 2 003 700 644,8	- 2 310 701 644,8
Capitaux propres (A)		
Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
dont Capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	80 000 000,00	80 000 000,00
Autre Réserves	168 626 872,34	168 626 872,34
Report à nouveau	716 561 540,38	759 948 763,81
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	7 845 327,68	- 43 387 223,4
Total des capitaux propres (A)	1 773 033 740,40	1 765 188 412,72
Capitaux Propres Assimilés (B)	5 951 146,34	5 951 146,34
Subventions d'Investissement	5 951 146,34	5 951 146,34
Provisions réglementées		
Comptes de liaison		
Dettes de Financement (C)	2 008 001 482,16	2 044 737 901,02
Emprunts Obligataires	900 000 000,00	900 000 000,00
Emprunts Commerciaux	544 486 215,02	600 000 000,00
Dépôts de Garantie Clientèle	563 515 267,14	544 737 901,02
Provisions Durables pour Risques et Charges (D)		
Ecarts de conversion Passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I + A + B + C + D + E)	16 883 456 074,68	17 177 677 224,48
II-PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)		
Dettes passif circulant (F)	4 110 059 689,28	4 100 757 696,90
Fournisseurs et Comptes rattachés	2 121 452 904,40	2 532 152 013,01
Clients créditeurs, Avances et Acomptes	253 659 953,06	246 187 837,92
Personnel	62 670 770,20	49 077 576,34
Organismes Sociaux	21 049 395,49	622 282,96
Etat	687 286 524,49	736 211 740,56
Comptes d'Associés Crédeurs	-	-
Fonds de Travaux	332 699 283,57	13 133 319,00
Autres Créanciers	117 803 839,40	113 057 698,06
Comptes de régularisation Passif	513 437 018,67	410 315 229,05
G-Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	79 958 851,11	70 909 141,81
H-Ecarts de Conversion Passif Circulant (H)		3 543,76
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	4 190 018 540,39	4 171 670 382,47
Trésorerie - Passif		
Crédits d'escompte		
Crédits de Trésorerie		
Banques (Soldes Crédeurs)	66 182 244,33	209 688 242,92
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	66 182 244,33	209 688 242,92
TOTAL GENERAL PASSIF	21 139 656 859,40	21 559 035 849,87

2.3. Compte de Produits et de Charges (CPC)

Compte de produits et de charges - en dirhams	30 juin 2021	30 juin 2020
I - Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises (en l'etat)	3 086 847 008,0	2 940 839 725,4
Ventes de biens et services	369 432 198,9	440 718 267,6
Variation de stocks de produits		
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	50 875 834,6	51 434 521,0
Subventions d'exploitation		
Autres produits d'exploitation		
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	41 537 687,1	37 112 233,4
Total I	3 548 692 728,6	3 470 104 747,4
II - Charges d'exploitation		
Achats revendus de marchandises	2 136 568 267,9	2 033 291 890,1
Achats consommés de matières et fournitures	384 123 915,4	473 052 173,1
Autres charges externes	148 942 547,8	144 409 738,8
Impôts et taxes	3 401 207,7	5 014 653,6
Charges de personnel	414 202 356,6	411 982 403,2
Autres charges d'exploitation	300 000,0	30 000,0
Dotations d'exploitation	388 499 956,4	412 082 242,6
Total II	3 476 038 251,8	3 479 863 101,4
III - Résultat d'exploitation III = I - II	72 654 476,8	- 9 758 353,9
IV - Produits financiers		
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés		79 141,5
Gains de change		
Intérêts et autres produits financiers	1 495 007,4	1 202 869,7
Reprises financières : transfert de charges	2 177 327,8	2 440 893,4
Total IV	3 672 335,2	3 722 904,6
V - Charges financières		
Charges d'intérêts	29 019 899,4	35 824 966,4
Perte de change	87 514,6	58 012,8
Autres charges financières	-	10 537,0
Dotations financières		
Total V	29 107 414,1	35 893 516,2
VI - Résultat financier VI = IV - V	- 25 435 078,9	- 32 170 611,6
VII - Résultat courant	47 219 397,9	- 41 928 965,6
VIII - Produits non courants		
Produits des cessions d'immobilisation	17 000,0	64 039,2
Subvention d'équilibre		
Reprises sur subvention d'investissement		
Autres produits non courant	1 209 141,7	64 123 269,9
Reprises non courantes: Transferts de charges		
Total VIII	1 226 141,7	64 187 309,1
IX - Charges non courantes		
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	14 943,3	268 787,5
Subvention accordées		
Autres charges non courantes	8 037 622,3	15 127 644,8
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions		
Total IX	8 052 565,7	15 396 432,3
X - Résultat non courant X = VIII - IX	- 6 826 424,0	48 790 876,8
XI - Résultat avant impôts XI = VII + X	40 392 973,9	6 861 911,2
XII - Impôts sur les résultats	32 547 646,3	32 735 539,0
XIII - Résultat net XIII = XI - XII	7 845 327,7	- 25 873 627,8
XIV Total des produits XIV = I + IV + VIII	3 553 591 205,4	3 538 014 961,1
XV Total des charges XV = II + V + IX + XII	3 545 745 877,8	3 563 888 588,9
XVI Résultat net XVI = XIV - XV	7 845 327,7	- 25 873 627,8

2.4 Etat des Soldes de Gestion (ESG)

Tableau de Formation des Résultats (TFR) - en dirhams		30 juin 2021	30 juin 2020
1	+ Ventes de fluides	3 086 847 007,98	2 940 839 725,43
2	- Achats de fluides	2 136 568 267,87	2 033 291 890,14
I	= Marge brute sur ventes en l'état	950 278 740,11	907 547 835,29
II	+ Production de l'exercice (3 + 4 + 5)	420 308 033,51	492 152 788,57
3	Ventes de biens et services produits	369 432 198,92	440 718 267,59
4	Variation de stocks	-	-
5	Immobilisations produites	50 875 834,59	51 434 520,98
III	- Consommations de l'exercice (6 + 7)	533 066 463,16	617 461 911,82
6	Achats consommés de matières et de fournitures	384 123 915,36	473 052 173,06
7	Autres Charges externes	148 942 547,80	144 409 738,76
IV	= Valeur ajoutée (I + II - III)	837 520 310,46	782 238 712,04
8	+ Subventions d'exploitation reçues	-	-
9	- Impôts et Taxes	3 401 207,70	5 014 653,62
10	- Charges de Personnel	414 202 356,60	411 982 403,21
V	= Excédent Brut d'exploitation (EBE)	419 916 746,16	365 241 655,21
	= Insuffisance Brute d'exploitation (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	300 000,00	30 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : Transfert de Charges	41 537 687,08	37 112 233,44
14	- Dotations d'exploitation	388 499 956,44	412 082 242,60
VI	= Résultat d'exploitation	72 654 476,80	9 758 353,9
VII	Résultat financier	- 25 435 078,9	- 32 170 611,6
VIII	= Résultat courant	47 219 397,94	41 928 965,6
IX	Résultat non courant	- 6 826 424,0	48 790 876,78
15	- Impôts sur les sociétés	32 547 646,25	32 735 538,98
X	= Résultat net de l'exercice	7 845 327,68	25 873 627,8

Capacité d'AutoFinancement (CAF) - en dirhams		30 juin 2021	30 juin 2020
1	Résultat net de l'exercice	7 845 327,68	- 25 917 639,8
	+ Bénéfice	7 845 327,68	-
	- Perte	-	25 917 639,8
2	+ Dotations d'exploitation	341 032 620,34	321 789 613,46
3	+ Dotations Financières		
4	+ Dotations non courantes		
5	- Reprises d'exploitation		
6	- Reprises financières		
7	- Reprises non courantes		
8	- Produits des cessions d'immobilisations	- 17 000,0	- 64 039,2
9	+ Valeurs nettes d'amort immobilisations cédées	14 943,34	268 787,51
I	= Capacité d'AutoFinancement (CAF)	348 875 891,36	296 076 722,04
10	Distribution de Bénéfices		
II	= Autofinancement	348 875 891,36	296 076 722,04

2.5 Tableau de Financement (TF)

Synthèse des masses du bilan - en dirhams	30 juin 2021	31 décembre 2020	Emplois	Ressources
Financement permanent	16 883 456 074,68	17 177 677 224,48	294 221 149,80	-
Actif immobilisé	16 685 643 441,96	17 164 845 912,88	-	479 202 470,92
Fonds de Roulement Fonctionnel (A)	197 812 632,72	12 831 311,60	-	184 981 321,12
Actif circulant	4 320 551 264,03	4 237 211 668,10	83 339 595,93	-
Passif circulant	4 190 018 540,39	4 171 670 382,47	-	18 348 157,92
Besoin de Financement Global (B)	130 532 723,64	65 541 285,63	64 991 438,01	-
Trésorerie nette (A - B)	67 279 909,08	- 52 709 974,03	119 989 883,11	-

Emplois et ressources - en dirhams	30 juin 2021		30 décembre 2020	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I - Ressources stables de l'exercice				
Autofinancement (A)		348 875 891,36		626 460 114,22
Capacité d'autofinancement		348 875 891,36		626 460 114,22
Distribution de bénéfices				
Cession et réduction d'immobilisation (B)		110 304,79		532 547,64
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles				
Cession d'immobilisations financières		17 000,00		455 239,16
Récupération sur créances immobilisées		93 304,79		77 308,48
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)				
Augmentation du capital				
Augmentation des réserves				
Subventions d'investissement				
Augmentation des dettes de financement (D)		34 438 976,47		1 150 386 929,55
Dépôts de garantie		34 438 976,47		50 386 929,55
Emprunt à long terme				1 100 000 000,00
Total I - Ressources stables (A + B + C + D)		383 425 172,62		1 777 379 591,41
II - Emplois stables de l'exercice				
Acquisitions, augmentations d'immobilisations (E)	127 268 456,17		407 865 340,93	
Acquisition d'immobilisations corporelles	4 084 957,89		17 682 438,60	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	123 183 498,28		390 182 902,33	
Augmentation d'immobilisations en cours	-			
Acquisition d'immobilisations financières				
Remboursement des capitaux propres (F)				
Remboursement des dettes de financement (G)	71 175 395,33		213 804 089,63	
Dépôts de garantie	15 661 610,35		23 804 089,63	
Emprunt à long terme	55 513 784,98		190 000 000,00	
Acquisitions d'immobilisations en non valeur (H)			25 488 670,26	
Total II - Emplois stables (E + F + G + H)	198 443 851,50		647 158 100,82	
III - Variation Besoin de Financement Global	64 991 438,01		927 859 826,44	
IV - Variation de la trésorerie	119 989 883,11	-	202 361 664,15	
Total Général	383 425 172,62	383 425 172,62	1 777 379 591,41	1 777 379 591,41

2.6 Activités de l'entreprise

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales ainsi que l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée signé en 1997, pour une durée de 30 ans, entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

2.7 Principales méthodes d'évaluation

Indication des méthodes d'évaluation appliquées par l'entreprise	
I – ACTIF IMMOBILISE	
A – Evaluation à l'entrée	
1 - Immobilisations en non valeurs	Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements calculés selon la méthode linéaire au taux de 20%, sans prorata temporis.
2 - Immobilisations incorporelles	Les immobilisations incorporelles comprennent : - L'actif incorporel représentant le droit d'usage des biens de retour financés par Lydec. - Les logiciels et licences pour leur coût d'acquisition.
3 - Traitement comptable de la concession	
Depuis 1997, la date d'entrée en vigueur de la concession de service public dont bénéficie Lydec, les immobilisations entrant dans le périmètre de cette concession sont traitées selon les dispositions de l'avis du CNC n°4 du 26 mai 2005, tel qu'adopté par l'Assemblée Plénière du CNC, et celles du Code Général de Normalisation Comptable (CGNC).	
Le traitement comptable de la concession se détaille comme suit :	
3.1 Actif immobilisé du domaine concédé	Cette rubrique du bilan reprend, en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au passif du bilan, l'intégralité des biens de retour du domaine concédé, que ces biens soient mis en concession par le concédant, le concessionnaire ou par les tiers. Les biens de retour remis gratuitement en concession par le concédant ont été valorisés conformément au contrat de gestion délégué et ont été inscrits au bilan de Lydec.
3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec	Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la concession. Ainsi, conformément aux dispositions de l'avis du CNC et aux modalités pratiques d'application généralement retenues au Maroc, les biens de retour mis par le concessionnaire sont comptabilisés comme suit : Comptabilisation et amortissement de l'investissement réalisé par Lydec : - le montant des investissements réalisés par Lydec au titre des biens de retour est inscrit à la fois (i) en actif immobilisé du domaine concédé en contrepartie des droits de l'autorité déléguée et (ii) en immobilisation incorporelle au sein de l'actif « l'actif immobilisé du domaine privé » ; - les biens inscrits en actif immobilisé du domaine concédé (i) font l'objet d'un amortissement pour dépréciation (amortissement économique sur la durée de vie utile du bien) en contrepartie d'une réduction des droits de l'autorité déléguée, sans impact sur le résultat de Lydec, la durée d'amortissement économique est fixée contractuellement (en fonction de la nature des biens mis en concession) ; - L'immobilisation incorporelle qui figure dans l'actif immobilisé du domaine privé est amortie en totalité sur la durée résiduelle de la concession.
3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec	Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et apportés par Lydec sont comptabilisés comme des « biens propres », c'est-à-dire : - présentés au sein des immobilisations par nature (immobilisations corporelles) ; - amortis par la contrepartie du compte de résultat Lydec, selon leur durée de vie utile de ces biens.
4. Immobilisations corporelles	Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de reprise lorsque celui-ci fait l'objet d'une garantie reprise contre indemnité. Ces immobilisations figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie de ces immobilisations.
5. Immobilisations financières	Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation
B – Corrections de valeur:	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
II – Actif circulant (Hors trésorerie)	
A – Evaluation à l'entrée	
1 - Stocks	CUMP
2 - Créances	Valeur nominale
3 - Titres et valeurs de placement	Valeur nominale
B – Corrections de valeur	
1 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	La provision pour dépréciation des créances clients est calculée en distinguant : - les créances litigieuses qui sont provisionnées à 100% ; il s'agit d'une provision individuelle par client qui respecte les règles de la déductibilité fiscale (recours judiciaire) ; - les créances saines relevant des années antérieures (N-1) (hors créances litigieuses déjà provisionnées) et le chiffre d'affaires l'année en cours (N) ; il s'agit d'une provision statistique calculée à partir des taux de chutes (pertes attendues) pour chaque segment de clients homogènes (clients industriels, particuliers, administrations, bidonvilles...). Ces taux de chutes sont déterminés à partir de l'historique des impayés clients par rapport au chiffre d'affaires facturé relatif de la même année d'origine, ils sont actualisés chaque année pour une meilleure estimation de la perte future attendue sur chaque segment de clients
2 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III – Financement permanent	
1 - Méthodes de réévaluation	N/A
2 - Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	N/A
3 - Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
4 - Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
5 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	
IV – Passif circulant (Hors trésorerie)	
1 - Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2 - Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges	Evaluation individuelle du risque
3 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V – Trésorerie	
1 - Trésorerie - actif	Valeur nominale
2 - Trésorerie - passif	Valeur nominale
3 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
VI – Ecoulement du chiffre d'affaires sur les ventes	
- Ventes de fluides	Le chiffre d'affaires relatif à la vente de fluides (eau et électricité) est comptabilisé sur la base de la relève des compteurs. Cette relève est faite selon un planning établi sur le mois et qui ne coïncide donc pas avec la date d'arrêté des comptes. Les consommations (volumes) non encore relevées en fin de période (entre la date de la dernière relève et la date de clôture), font l'objet d'une estimation par segment de clients sur la base des dernières consommations unitaires connues et sont valorisées au dernier prix moyen unitaire connu. Les consommations ainsi que les prix moyens unitaires utilisés peuvent être ajustés, le cas échéant, par des coefficients de saisonnalité pour tenir compte notamment de facteurs climatiques ou d'événements spécifiques.
- Ventes de travaux	Le chiffre d'affaires et la marge relatifs aux travaux facturables aux tiers sont comptabilisés à l'avancement des travaux. Les taux d'avancement sont déterminés par projet en rapportant les coûts cumulés engagés à la fin de l'exercice aux coûts estimés. Lorsque l'avancement des travaux est supérieur à l'avancement de la facturation, une facture à établir est constatée. Dans le cas inverse, lorsque l'avancement des travaux est inférieur à l'avancement de la facturation, un produit constaté d'avance est comptabilisé.
VII – Emprunts obligataires de l'Autorité Déléguée	
Méthode d'évaluation	Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguée dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire. Ces emprunts sont portés dans la partie passif du domaine concédé (haut de bilan) en tant que droit de l'autorité déléguée.
VIII – Droits à révision économique	
	Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011-2014 et 2018-2019, les parties au contrat de gestion déléguée ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.

2.8 Etat des dérogations

Indication des dérogations

Justification des dérogations

Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats

- I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux
 II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux
 III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse

Néant

2.9 Etat des provisions

Nature	En dirhams	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant au 30 Juin 2021
			d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1 - Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé									
2 - Provisions réglementées									
3 - Provisions durables pour risques et charges									
Sous Total (A)									
4 - Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)		581 174 580,60	39 642 626,80	-	-	8 632 171,26	-	-	612 185 036,1
5 - Autres Provisions pour risques et charges		70 909 141,81	10 324 709,30	-	-	1 275 000,00	-	-	79 958 851,1
6 - Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie		4 395 283,18	-	-	-	-	-	-	4 395 283,2
Sous Total (B)		656 479 005,59	49 967 336,1	-	-	9 907 171,26	-	-	696 539 170,4
Total (A + B)		656 479 005,59	49 967 336,1	-	-	9 907 171,26	-	-	696 539 170,4

2.10 Etat du Fonds de travaux

30-jui-20

30-jui-21

Solde du compte Fonds de Travaux :	13 133 319,00	332 699 283,57
---	----------------------	-----------------------

Fonctionnement du compte Fonds de Travaux


Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégante.

Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.


Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'Impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité délégante, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encourus entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.

2.11 Attestation des commissaires aux comptes



EY
Building a better
working world
37, Bd Abdelatif Benkaddour
20050 Casablanca
Maroc



mazars
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

LYDEC S.A

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE
DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021**

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société LYDEC S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période allant du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1 778 984 886,74 dont un bénéfice net de MAD 7 845 327,68 relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC S.A. Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le conseil d'administration le 16 septembre 2021, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Au 30 juin 2021, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élevaient à MMAD 136 HT et sont majoritairement antérieures à 2021. Selon le management, compte tenu de la difficulté de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, du fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.


Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 30 juin 2021 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.


Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance nette envers l'Autorité Déléguée d'un montant de MMAD 296,2 au 30 juin 2021, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

Casablanca, le 17 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes



ERNST & YOUNG
37, Bd. Abdelatif Ben Kaddour
20050 CASABLANCA
MAROC
Hicham DIOURI
Associé



MAZARS AUDIT ET CONSEIL
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Argelia, Belg, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Egypte, Espagne, France, Italie, Liban, Maroc, Mexique, Ouganda, Portugal, Royaume Uni, Tunisie, USA
20050-Casablanca
Tél : 05 22 42 34 23 (L.G)
Fax : 05 22 42 34 00
Adnane LOUKILI
Associé

3

Liste des communiqués de presse publiés par l'émetteur

Document publié	Date de publication	Support
Indicateurs du deuxième trimestre 2021	31/08/2021	JAL - lydec.ma
Communiqué AGO du 28 juin et résultats des votes	30/06/2021	lydec.ma
Indicateurs du premier trimestre 2021	31/05/2021	JAL - lydec.ma
Avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée Générale	28/05/2021	JAL - lydec.ma
Rapport financier annuel 2020 et communiqué de presse sur les résultats annuels.	30/04/2021	JAL - lydec.ma
Indicateurs du 4ème trimestre 2020 et résultats annuels 2020	26/02/2021	JAL - lydec.ma

Contact analystes et investisseurs :

Jihane TAMIM - Responsable Relations Investisseurs - jihane.tamim@lydec.co.ma - 05 22 54 90 44

Contact médias :

Bouchra SABIB - Chargée des Relations Médias - bouchra.sabib@lydec.co.ma - 05 22 54 90 22